



Monsieur le Préfet, Monsieur le Président du Conseil Général, Madame l'Inspectrice d'Académie, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

C'est avec beaucoup d'émotion que nous siégeons aujourd'hui dans ce conseil. La disparition brutale de notre camarade et ami Yves Borde suscite chez nous une peine immense. Beaucoup d'entre nous avons le souvenir d'Yves siégeant dans ce conseil, intervenant toujours avec à propos et finesse et surtout se posant en défenseur infailible de l'école, des élèves et du service public. Nous, à la FSU, continuerons à porter ces valeurs.

Mesdames et messieurs les membres du conseil, lorsque nous avons quitté la séance lors du dernier CDEN du 17 avril, un double sentiment d'amertume et de colère nous habitait. Fermetures de classes, fermetures d'écoles, absence de politique ambitieuse avec une dotation négative, ne parlons plus de refondation ni de priorité au primaire...

Au risque de nous répéter, abaisser les effectifs dans les classes, tenir compte de notre tissu scolaire rural, reconstituer les RASED n'est pas un luxe mais une nécessité.

Nous, à la FSU, rencontrons nos collègues, les élus, les parents ! Et lors de ces rencontres, nous les écoutons... Nous entendons ce qu'ils nous disent, nous percevons leurs inquiétudes et nous les partageons. Un exemple : dans un RPI à 3 classes, alors que le maire a construit ou rénové les locaux, que la cantine a été entièrement remise aux normes, que 2 TBI équipent les classes, que des activités périscolaires ont été instaurées et qu'une classe ferme parce qu'il n'y aurait que 50 élèves pour une moyenne de 17, ne croyez-vous pas mesdames et messieurs que les inquiétudes soient légitimes ? Ne pensez-vous pas qu'une classe avec 3 niveaux et 17 élèves, fonctionne mieux pédagogiquement parlant qu'une classe à quatre niveaux et 25 élèves ? Ne croyez-vous pas qu'à terme la crainte de la disparition pure et simple de l'école ne soit présente dans les esprits ?

Il faudrait repenser le tissu scolaire... Oui certainement, mais il faudrait aussi repenser le réseau routier, car les conditions de transport des élèves demeurent aussi pour nous une des priorités. S'organiser par pôles, regrouper les écoles n'est ni souhaitable, ni possible partout. Soyons lucide, il suffit de connaître et d'observer notre territoire...

Quant à la globalisation des effectifs sur les villes voire les villages, nous réfutons cette méthode de calcul injuste sous prétexte d'équité et nous refusons d'entendre parler dans ce cas *ou* là d'aspect qualitatif...

Concernant le point sur les rythmes scolaires, presque 2 ans après la mise en place et un an après la généralisation, une évaluation du dispositif a-t-elle été prévue et selon quelles modalités ? Il nous semble que l'objectif initial annoncé, à savoir, de meilleurs rythmes pour la réussite des élèves semble avoir été occulté ou relégué notamment derrière l'aspect financier. Que d'inégalités générées entre communes et donc entre enfants...sans parler des tensions entre mairies et équipes enseignantes.

En ce qui concerne la réforme du collège, nous dénonçons la méthode, la conception de l'éducation et le contenu de la réforme du collège à laquelle plus que 80% des personnels s'opposent.

En effet, alors que plus de 50% des enseignants de collège était en grève le 19 mai, mouvement le plus important depuis de nombreuses années, la Ministre de l'éducation Nationale et le Premier Ministre choisissent le mépris et l'affrontement en publiant le 20 mai un décret et un arrêté installant une réforme bureaucratique, mettant en cause le principe d'une Éducation Nationale, menaçant nombre de disciplines et réduisant considérablement le temps de présence et d'enseignement des élèves dans les collèges.

La conception de cette réforme qui s'articule sur les principes de l'autonomie, la globalisation des heures d'enseignement, l'opposition du disciplinaire et de l'interdisciplinaire, prétend donner une liberté d'action aux établissements pour mieux s'adapter aux réalités du terrain. C'est une conception dogmatique qui ne résoudra pas les difficultés des élèves, elle dégradera encore plus les conditions de travail des enseignants, elle créera encore plus d'inégalité sur le territoire. En somme, cette réforme a pour objectif principal une déréglementation totale de l'éducation nationale, remettant ainsi le principe de concurrence au cœur du métier, une concurrence entre établissements et entre disciplines à l'intérieur de chaque établissement.

La précipitation du gouvernement dans ce chantier met en exergue le déni de la réalité, le mépris de la profession, et le manque de courage politique, puisque le MEN élude les vrais problèmes du collège faute de vouloir lui donner réellement les moyens de les résoudre.

Une réforme du collège est nécessaire, mais elle ne peut se faire contre les personnels qui devront la mettre en œuvre. Pour nous, elle doit s'appuyer sur :

- ⌚ la baisse significative des effectifs par classe ;
- ⌚ des programmes cohérents faisant sens pour les élèves et permettant de construire progressivement l'interdisciplinarité, sur la base du volontariat, avec des moyens de concertation ;
- ⌚ des enseignements disciplinaires solides et reconnus, des horaires nationaux, non globalisés et garantissant des dédoublements dans toutes les disciplines;
- ⌚ des langues vivantes et régionales confortées, une carte des langues diversifiée ;
- ⌚ le maintien des enseignements de latin et grec ;
- ⌚ une formation initiale et continue digne de ce nom ;
- ⌚ une révision de la carte scolaire assurant une plus grande mixité sociale ;
- ⌚ une amélioration des conditions de vie et d'étude dans les collèges, des vies scolaires renforcées ;
- ⌚ le respect du principe de la consultation des personnels sur des sujets d'une telle importance.

En ce qui concerne la scolarisation des élèves en situation de handicap, nous sommes très inquiets, car un grand nombre d'entre eux ne bénéficient pas d'accompagnement alors qu'ils ont une notification de la MDPH.

La FSU rappelle son attachement au Service Public d'éducation et à son caractère national, et son engagement pour une école émancipatrice soucieuse de donner à chaque élève, à chaque endroit du territoire, les meilleures conditions de réussite scolaire et de travail pour les personnels.

Les représentants FSU